



DÉVELOPPONS ET COORDONNONS LES LUTTES CONTRE LE MASSACRE SOCIAL

Bulletin automobile du NPA 35 du 2 novembre 2012

Samedi 20 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté au Royaume-Uni contre la politique d'austérité du Premier ministre David Cameron. Son gouvernement venait d'annoncer qu'il allait encore tailler dans les dépenses sociales, en annulant par exemple l'aide au logement pour les moins de 25 ans, alors que le chômage des jeunes n'a jamais été aussi fort.

Partout en Europe, au Nord comme au Sud, la population est confrontée à ces attaques. En Grèce, deux grèves générales se sont déroulées ce mois d'octobre, contre de nouvelles baisses des salaires et des retraites.

Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer la population.

HOLLANDE AUSSI VEUT FAIRE PAYER LA POPULATION

Le gouvernement projette de faire 30 milliards de cadeaux aux patrons sous la forme d'une nouvelle baisse des cotisations patronales. Une baisse qui serait compensée par une hausse de la CSG, qui, elle, pèse principalement sur les salaires.

Mais le même gouvernement - qui cède si facilement aux patrons - n'a pas hésité le 9 octobre à répondre par l'envoi des gendarmes mobiles, des CRS et par des tirs de lacrymos aux ouvriers de PSA, d'Arcelor, de Good-Year et de Sanofi, venus protester au « Mondial de l'auto » contre les licenciements. La même répression s'est abattue le 27 octobre sur les salariés d'Air France et s'abat ces temps-ci sur les opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Tous invoquent la « crise », mais derrière ce refrain se cache uniquement la volonté de sauvegarder ou d'accroître encore les profits des plus grosses entreprises. **Et pour cela, tout est bon : fermetures d'entreprises, suppressions d'emplois**, souvent présentées comme des plans de départs volontaires mais qui vont tout autant envoyer les salariés à Pôle emploi. Se multiplient aussi les **plans dits de « compétitivité »**, sous la pression d'un chantage qui se généralise : **« Ou on licencie, ou vous acceptez une flexibilité totale sur les horaires, conditions de travail et salaires »**.

Renault veut ainsi imposer à ses 3 usines espagnoles le blocage des salaires jusqu'en 2016, des baisses de primes et l'augmentation du nombre d'heures de travail annuelles. Un avant-goût de ce qu'ils entendent rapidement imposer à leurs salariés en France, tout **comme PSA l'a déjà fait cet été à Sevelnord**.

Face à cette situation, la colère monte. Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler de mobilisation des travailleurs : les Petroplus à Rouen ou les Technicolor à Angers dont la liquidation judiciaire vient d'être prononcée dans les deux cas ; les PSA qui se battent contre le plan de 8 000 suppressions d'emplois, la fermeture du site d'Aulnay ou, ici à Rennes, les employés du Centre Hospitalier Guillaume Rénier.

POUR ETRE EFFICACE, COORDONNER LES LUTTES

Se battre seul dans son coin, c'est perdre. Tout le problème est de réussir à coordonner ces luttes, pour que chacun ne se retrouve plus isolé.

Récemment, plusieurs actions ont eu lieu : jeudi 25 octobre les salariés de PSA manifestaient le matin au siège, avenue de la Grande Armée, puis l'après-midi à Bercy où se tenait une rencontre tripartite État-syndicats. Le même jour, les salariés de la SNCF ont fait grève, tout comme les Sanofi qui affrontent eux aussi un plan de suppressions d'emplois. Le lendemain, ce sont les salariés d'Air France qui ont fait grève contre les 5 122 suppressions d'emplois prévues par le plan « Transform 2015 ».

Les syndicats du Portugal, d'Espagne et de Grèce, suivis par la Confédération Européenne des Syndicats, ont décidé de faire du 14 novembre une journée de grève générale européenne. **En France, l'intersyndicale CFTD, CGT, FSU, Solidaires et Unsa a appelé à faire de ce jour du 14 novembre une grande journée de manifestations et de mobilisation.**

A nous tous de nous saisir de cette occasion pour mettre à l'ordre du jour la construction de l'indispensable « Tous ensemble ».

Manifestation unitaire "CONTRE L'AUSTERITE,
POUR L'EMPLOI ET LA SOLIDARITE"
Mercredi 14/11 à 11h 30, place de la mairie à
Rennes.





BONNE NOUVELLE ? MAIS QUELLE BONNE NOUVELLE ?

La presse s'est récemment fait l'écho de la possibilité de faire passer le nombre de licenciements à la Janais de 1400 à 1000 en rapatriant un atelier d'outillage sur le site (il en resterait encore 1000 de trop !). Il ne s'agit que d'une hypothèse et de toute façon cette idée n'est pas la bonne, puisque les 400 emplois gagnés à Rennes seraient perdus ailleurs. **Sauver tous les emplois est possible exigeons tous la répartition du temps de travail et de la production !**

AU CCE QUE S'EST-IL PASSE ?

- Le projet de prêts internes a été bloqué.
- La C5 sera construite à Rennes en 2016. C'est en soit une bonne nouvelle mais dans l'immédiat, rien n'est résolu. D'ici fin 2012, nous aurons chômé entre 50 et 60 jours minimum ! Qu'allons-nous devenir d'ici 2016 ? Il faut obtenir le retrait immédiat du plan de suppressions de postes et prendre sur les profits de PSA (12 Milliards de trésorerie, 257 millions de dividendes versés aux actionnaires en 2011) et en expropriant la famille Peugeot (2 Milliards de fortune !)

LE COMITE DE SUIVI ANNONCE PAR LE GOUVERNEMENT NE SERVIRA A RIEN

"L'Etat nous apporte une garantie et il est usuel qu'un garant demande que soit mis en place un comité de suivi. Ce comité aura un rôle consultatif auprès du Conseil ; il donnera son avis et il est normal qu'il garde sa liberté en cas de désaccord fondamental. Les modalités exactes des contreparties en termes de gouvernance restent à définir".

Autant dire que la famille Peugeot va faire monter les enchères. Cette citation montre bien à quel point la famille Peugeot se moque de l'Etat et des salariés puisque la garantie (un prêt de 7 milliards d'€) ne permettra pas à l'Etat d'empêcher les licenciements, en effet il n'aura qu'un rôle consultatif dans un dans un comité bidon. L'Etat seul ne pourra pas contraindre la famille Peugeot à garder tous les salariés. Seule la mobilisation des salariés pourra empêcher les licenciements !

LA DISCUSSION TRIPARTITE GOUVERNEMENT - PSA – SYNDICATS, C'EST DU PIPEAU

"La réunion tripartite entre PSA, l'Etat et les représentants du personnel est faite pour partager les informations sur l'avancement du processus. Il ne s'agit pas de négociations, les négociations se font dans le cadre du processus social interne à l'entreprise"

Encore une preuve que PSA n'est pas décidé à écouter l'Etat puisqu'il ne veut pas négocier.

Ces citations de P. Varin sont extraites du compte-rendu de ses déclarations publié par le Comité des Constructeurs français de l'automobile le jeudi 25 octobre 2012.

QUI S'Y FROTTE, S'Y PIQUE

2 Heures. C'est le temps qu'il a fallu à la vingtaine de caristes en grève à Poissy pour que la direction recule sur deux des trois suppressions de postes dans leur secteur. En prolongeant leur débrayage d'une heure, ils ont même obtenu d'être payés. La direction qui voulait par là « solutionner » la baisse de production autrement que par une baisse des cadences s'en est mordu les doigts.

Comme quoi, quand ils montrent les dents, les travailleurs ont les moyens d'empêcher les licenciements et de faire valoir leurs solutions à la crise. **Salariés de Rennes, inspirons-nous de cette victoire !**

AMIS RENNAIS, A MEDITER.

En 2007, Ford annonçait la fermeture de Blanquefort qui employait 1350 salariés. Aussitôt les salariés se sont mobilisés autour d'une seule revendication : « Contre la fermeture du leur site et la Préservation de tous les emplois ». Tous les mois, les Ford manifestaient pour se battre contre le plan de fermeture. Ils ont fini en 2008 par un blocage total de la production de 10 jours. Suite à ce blocage Ford Allemagne accepte de négocier un Accord de garantie avec les syndicats. La Direction a signé un Accord de garantie avec 50 000 € minimum + Ancienneté. La CGT et la CFTC ont dénoncé cet accord devant le tribunal et elles ont gagné. Sous la pression des salariés, Ford a finalement racheté sa propre boîte en 2009, 18 mois après l'avoir vendue. Ford a décidé d'investir et de garder son usine de Blanquefort avec 1 100 salariés aujourd'hui et 250 salariés ont bénéficié d'un plan de préretraite anticipée. Les Ford se sont mobilisés et sont restés déterminés à ne rien céder. Aujourd'hui, la majorité des salariés travaille encore sur le site. **Les Ford comme la SBFM nous prouvent que la mobilisation préserve les emplois!**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «autocritique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

POUR CONTACTER LE NPA 35:

Rendez-vous sur notre site internet :

www.anticapitaliste-35.org

ou envoyer nous un mail à :

npa-rennes@anticapitaliste-35.org



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

